

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{ème} ANNEE — N° 104

LE NUMERO :

17 mai - 30 mai 1971

0,50 F - 5 F. B.

Premier Mai 1971 **Quand la phrase déborde encore le contenu**

Au terme d'une « année sociale » relativement peu agitée, les manifestations du Premier Mai ont figé en un tableau éloquent les divers aspects d'une situation contradictoire : le caractère percutant de la démonstration gauchiste, dont l'importance numérique — près de la moitié des effectifs mobilisés de son côté par la C.G.T. — est totalement disproportionnée à son importance politique réelle ; le redoublement des dissensions entre C.F.D.T. et C.G.T., qui rendent aléatoire la conjonction des deux Centrales syndicales les plus puissantes ; enfin, le rôle de chien de garde toujours plus marqué dévolu à la C.G.T., dont la marge de manœuvre se réduit de plus en plus.

Dans le défilé gauchiste, le compromis politique était de règle. "Lutte Ouvrière" et P. S. U., J.-P. Sartre et Depreux, frères ennemis de la trinité trotskiste et fédérations C.F.D.T. marchaient côte à côte. Au radicalisme des revendications uniformes succédaient les plates litanies sur la démocratie syndicale. Au refus de la collaboration de classe en matière de contrats s'opposait son acceptation implicite dans l'appui aux mouvements nationalistes du Tiers-Monde. Jurant avec les effigies de Lénine et Trotski, celles de Staline et de Mao : l'image du bourreau côtoyait celle de la victime, tout comme les partisans de la révolution « culturelle » pactisaient avec les trotskistes qui la contestent, sans d'ailleurs être d'accord entre eux. Les anarchistes, qui sont ennemis de tout Etat, même prolétarien, fraternisaient malgré tout avec les autres.

Ce chaos idéologique n'est pas pour surprendre : il est l'essence même du gauchisme qui lui doit à la fois son existence physique et ses insurmontables divisions politiques. C'est grâce à la défaite du communisme international que les plus représentatifs d'entre ses groupuscules ont pu, à la faveur de la vague de mai-juin 1968, sortir de cet état et attirer des milliers d'adhérents. L'éclectisme politique est donc leur lot : aujourd'hui, toute clarté programmatique ne rassemble pas, mais sélectionne, donc disperse. Le gauchisme est donc démocratique par vocation : cela lui permet d'abriter dans les mêmes groupements les opinions les plus disparates.

Mais le gauchisme se survit : il se développe même. Se borner à expliquer sa progression simplement par le fait qu'il mime, sous des formes seulement plus violentes, l'opportunisme officiel et ses mots d'ordre, c'est n'éclairer qu'un aspect du phénomène. Il en est en réalité un autre, dont la presse bourgeoise est forcée elle-même d'admettre l'existence, et qui, en définitive, est le seul qui nous intéresse ici.

A cause du blocage des luttes sociales et de leur contrôle par le syndicalisme de collaboration de classe, la crise qui

gagne lentement la société impérialiste ne prend encore la forme que d'une lente désagrégation de ses superstructures idéologiques et morales traditionnelles. Au travers de multiples agents sociaux aux contours mal définis, cette désagrégation pénètre pourtant, par diverses fissures subtiles, le bloc des couches sociales superposées. C'est l'Université qui chancelle, les lycéens qui s'adonnent à la grève, l'édifice administratif qui se lézarde, la religion qui s'interroge.

Certes les ouvriers, apparemment indifférents à ces symptômes, semblent se satisfaire de modestes aménagements de leur grille de salaire ou de la réduction d'une heure de la durée hebdomadaire du travail. Mais les étudiants sans emploi vont dans les usines et les fils d'ouvriers stalinien se contaminent au contact des idées subversives des Universités. La « vieille taupe » de la révolution, au défilé de tout précédent historique, ne remonte pas des profondeurs de la société, mais plonge de la surface en décomposition jusqu'aux couches profondes. Ce n'est là qu'un moment historique dans le processus appelé à redevenir classique et classiste avec le réveil du prolétariat. Mais l'agent principal en est le gauchisme qui, comme le prouvent les tenants et aboutissants du premier mai, joue un rôle non négligeable dans le précaire enchevêtrement des forces politiques qui paralysent la classe ouvrière.

Les réflexes de la C.F.D.T. qui a dû renoncer au défilé commun avec la C. G. T. parce que celle-ci refusait d'y admettre les gauchistes, en sont déjà les premiers résultats. Ces indésirables sont tout autant indispensables à la centrale chrétienne qu'ils sont intolérables pour sa rivale « communiste ». Aussi la C. F. D. T. s'efforce-t-elle éperdument « d'empêcher les exclusives », de parvenir à un « accord unitaire » et de conjurer le « dynamisme gauchiste » et « l'ampleur de la C. G. T. ». Autant vouloir concilier l'eau et le feu. De la révolution, la C. G. T. ne veut pas entendre parler, même à l'état de caricature. Quant à son « ampleur », elle ne peut se déployer que dans

le sens d'une conservation sociale avec laquelle la « dynamique gauchiste » est incompatible.

La situation de la C. F. D. T. en devient précaire. Née réformiste, elle a sérieusement contribué, par ses pactes successifs avec la C. G. T., à précipiter l'évolution de la centrale stalinienne en direction du syndicalisme de collaboration de classe le plus achevé. Mais investie depuis mai-juin 1968 par les gauchistes, elle ne peut se défaire d'eux — quoi qu'elle en ait — sans perdre son prestige « révolutionnaire » actuel, sinon même son existence. Par un chassé-croisé paradoxal, elle est amenée à réciter la partition « subversive » de la C. G. T. d'il y a vingt ans. Mais son réformisme congénital ne peut se travestir en « opportunisme sincère » que par injections répétées de gauchisme ; or ces injections, qui se dressent comme un obstacle à ses bons rapports avec la C. G. T., retardent par là-même toute réalisation prochaine de sa plus grande

(Suite page 6)

L'AXE CHINE-PAKISTAN

Le "Financial Times" du 29 avril annonce l'inauguration récente d'une route à 4 voies tous-temps reliant la province chinoise du Sinkiang à l'Himalaya pakistanais. Une centaine de camions y circulent quotidiennement pour apporter des fournitures militaires chinoises aux forces pakistanaises, ainsi que divers produits qui font défaut au Pakistan occidental par suite de la grève dans la province orientale.

Grâce à cette route, les marchandises que la Chine cherche à exporter (voir l'accueil fait aux « hommes d'affaires » du monde entier à la dernière foire de Canton) trouveront un accès, via le port pakistanais de Karachi, à la mer d'Arabie et à l'océan Indien, donc aux marchés arabes et africains. Le terrain y a été préparé par la reconnaissance diplomatique de la Chine par une dizaine de pays arabes et plusieurs pays africains ces dernières années.

La "National Shipping Corporation", compagnie de navigation appartenant à l'Etat pakistanais, a l'intention de doubler sa flotte en cinq ans en prévision de l'expansion du commerce chinois via Karachi et l'ancienne route de la soie. Une bonne opération pour tout le monde : le développement des échanges commerciaux « à intérêt réciproque » entre les deux pays, l'accès aux marchés du Moyen-Orient et d'Afrique pour les marchandises chinoises contre des contrats de fret et des prêts chinois à l'Etat pakistanais, la perspective pour la Chine de renforcer son influence politique et donc sa position face aux grandes puissances en place.

Mais pour que tous ces beaux projets puissent se réaliser, il fallait d'abord aider l'Etat pakistanais à écraser dans le sang la révolte de la province orientale. Seuls l'aveuglement et la naïveté de nos « maoïstes » parisiens pouvaient imaginer que la Chine « socialiste » soutiendrait les masses misérables et surexploitées du Pakistan oriental, qui ont, sur le marché des alliances bougeoises, le plus grave des défauts : celui de n'avoir rien à vendre ou à échanger !

Maintenant que l'ordre est rétabli, le "Financial Times" respire : les cours du jute, que la rébellion avait fait monter en flèche, ont baissé, la prochaine récolte s'annonce bonne, et des cargaisons sont assurées pour la Grande-Bretagne. La reine d'Angleterre n'a plus qu'à envoyer la médaille du maintien de l'ordre au président Mao.

Qui emploie "des méthodes fascistes"

Le crétinisme petit-bourgeois, en appliquant l'épithète de « fasciste » à tout système politique répressif, en a dissimulé la principale signification historique. Niant impudemment l'essence de la domination dictatoriale du capital, les démocrates, et à leur suite les stalinien, ont voulu opposer aux régimes impitoyables de Mussolini et de Hitler l'image idyllique des démocraties occidentales dont la puissance, à l'époque, reposait pourtant sur l'oppression d'immenses empires coloniaux où toute révolte était noyée dans le sang.

En réalité, démocratie parlementaire et fascisme ne diffèrent aucunement de substance, sociale étant l'une et l'autre les formes, hypocrites ou violentes, grâce auxquelles le capitalisme perpétue sa domination. L'aspect répressif du fascisme n'est systématique et généralisé que dans la mesure où cette domination doit à certaines époques affronter une terrible crise sociale qui fait peser sur elle une non moins terrible menace révolutionnaire. Il y a cinquante ans, une crise de ce type s'était achevée par la défaite du prolétariat — non pas battu par les fascistes eux-mêmes, mais trahi par les sociaux-démocrates. La bourgeoisie mondiale, dans les pays où la lutte révolutionnaire avait éclaté, s'acharna contre les formes juridiques et politiques de la démocratie parlementaire qui, un moment, s'étaient avérées incapables de contenir la révolte des masses. Ce que la bourgeoisie a fait hier, elle peut, en cas de besoin, le refaire demain... si la classe ouvrière ne sait pas se débarrasser à temps de l'opportunisme qui, une fois déjà, l'a laissé désarmé devant l'offensive des chemises noires ou brunes.

Mais le fascisme comporte un autre aspect non moins important et qui explique son efficacité et sa puissance contre-révolutionnaire : c'est le phénomène qu'il exprime de ralliement à la politique répressive du grand capital d'une grande partie des couches moyennes, affolées par la crise économique, déçues par l'impuissance des dirigeants ouvriers opportunistes et prompts à trans-

former cette panique en haine sanguinaire contre les ouvriers, rendus par elles responsables de malheurs imputables en réalité à la crise économique du capital et à l'oppression qu'il exerce également sur la petite bourgeoisie. Dès lors qu'on connaît ces deux caractéristiques essentielles du fascisme, on ne peut formuler l'hypothèse de sa réapparition active sans évoquer implicitement un même retournement des couches moyennes contre le prolétariat et, d'une façon plus générale, contre toute force de subversion.

Attribuer des « méthodes fascistes » à tout acte social violent, c'est donc vouloir ressusciter, entre fascisme et démocratie, une opposition mythique qui ne résiste plus aujourd'hui au simple examen des faits puisque, tout comme les Etats fascistes s'étaient appropriés les mots d'ordre réformistes des régimes parlementaires, ces derniers, militairement victorieux de l'Allemagne nazie et de l'Italie mussolinienne, n'eurent rien de plus pressé, après la guerre, que d'appliquer, de façon plus sournoise mais tout aussi systématique, les méthodes totalitaires de leurs vaincus.

Par contre, on peut parler de méthodes fascistes lorsqu'elles concernent des actes tendant à recréer, même à l'échelle embryonnaire, un alignement de forces sociales identiques à celui d'où le fascisme a germé, c'est-à-dire l'immobilisation du prolétariat, la démagogie anti-ouvrière auprès des classes moyennes. A la menace de la crise économique, opposer par exemple non

pas la perspective révolutionnaire du prolétariat, mais la défense de l'ordre. A la révolte des jeunes générations, offrir non pas l'horizon de l'abolition du salariat, mais le « respect superstitieux de l'Etat »... et la loi anti-casseurs ! A l'égard des actes de violence d'ouvriers exaspérés, ne pas répondre par la solidarité de classe, mais appeler la répression patronale à la rescousse. Face au désordre d'une société inhumaine, invoquer non pas la dictature du prolétariat, mais une resuscitée de « démocratie ».

Décrire ce comportement, c'est identifier ses auteurs. Qui donc verse des larmes indignées sur quelques vitres cassées et ferme les yeux sur la répression coloniale à la Guadeloupe ? Qui se prosterne devant toute autorité, même celle d'un censeur de lycée ? Qui enseigne aux jeunes la soumission ? Qui « donne » au patron les agitateurs ? Qui emploie, non seulement auprès des petits-bourgeois, mais des travailleurs eux-mêmes de telles méthodes ? Qui fait d'authentiques ouvriers de semi-fascistes ?

La réponse on la trouve en toutes lettres dans les derniers discours de M. Marchais qui, au moment même où matraque et bâton, arbitraire et cynisme répressif s'en donnent à cœur joie, affirme imperturbablement que « le désordre est organisé par le pouvoir lui-même » et ose se prétendre communiste tout en déclarant froidement : « Nous voulons l'ordre, nous voulons effectivement l'ordre ! ». Et qui s'en prend aux gauchistes parce qu'ils « critiquent tout le monde ». M. Marchais, lui, « effectivement », est prêt à applaudir tout le monde : « Le poing fermé — dit-il — n'est pas conforme effectivement à l'aspect du communisme (les vieux stalinien en auront une attaque d'apoplexie : le poing tendu c'était la façon de saluer du Front populaire !) ; nous sommes le parti, non pas du poing levé mais de la main tendue ! »

(Suite page 6)

REUNION DE LECTEURS A DIJON

Vendredi 21 mai à 20 h. 30

Café Au Chinon, 50, rue des Forges (dans la petite salle)

Qu'est-ce que le Parti Communiste International ?

OU VA L'INDE ?

Dans de nombreuses régions du pays, et plus spécialement dans le Nord, les élections législatives indiennes du mois de mars se sont déroulées dans un climat de violence : foyers de guérilla dans le Sud-Est et dans le Nord, terrorisme à Calcutta et dans tout le Bengale, conflits religieux sporadiques, le tout sur un fond de famine.

Ces élections devaient néanmoins permettre à I. Gandhi de reconquérir la majorité parlementaire qu'elle avait perdue depuis l'été 1959, du fait de la scission du Congrès National Indien, le principal parti. La scission opposait une majorité « progressiste » (Moscou dixit), héritière de Gandhi et Nehru, et une minorité réactionnaire (le « Syndicat »).

En fait, la situation était on ne peut plus désespérée depuis plusieurs années en raison des crises, des troubles et des conflits divers, qui allaient jusqu'à menacer l'unité du sous-continent indien. I. Gandhi gouvernait en s'appuyant aussi bien sur un parti nazi (à Bombay), que sur les staliniens (au Bengale), ou encore sur des régionalistes (à Machas). Il est évident qu'une telle coalition était perpétuellement menacée d'éclatement. Pourtant, ce parti du Congrès que l'on aurait pu croire complètement discrédité par presque 25 ans de pouvoir, a retrouvé une très forte majorité, puisqu'il a remporté les deux tiers des sièges au parlement central, ce qui lui permet, entre autres, de modifier la Constitution sans faire appel à des appuis extérieurs, tels ceux des partis staliniens. En fait, ce résultat est moins dû à l'action du Congrès qu'à celle des autres partis et en particulier des différents partis staliniens.

En 1968, devant l'aggravation de la situation économique, I. Gandhi tentait de prendre un certain nombre de mesures visant à renforcer la fiscalité agricole. Le but de cette mesure était de tirer de la terre le surproduit gaspillé auparavant ; ce prélèvement sur l'agriculture devait servir aux investissements industriels. Une autre conséquence à long terme devait être la « libération » de la terre, c'est-à-dire sa concentration dans les mains d'entrepreneurs capitalistes, capables de lui faire produire davantage.

L'autre problème était ce qu'on appelle en Inde l'auto-suffisance ; en clair, cela veut dire que l'Inde doit compter sur elle-même pour se nourrir et pour produire ses objets manufacturés. Le but escompté était le rétablissement d'une balance commerciale plus que dangereusement déséquilibrée. En 1969, I. Gandhi revenait à des mesures plus « à gauche » avec la

nationalisation de 14 banques commerciales indiennes, accusées de gaspiller les crédits à l'agriculture. C'est cette mesure qui provoqua la scission dans le parti du Congrès.

A partir de cette rupture d'août 1969, les partis staliniens (P.C. Indien et P.C. Marxiste Indien, plus à gauche, c'est-à-dire un peu plus important), apportaient leur appui presque total au gouvernement en place (celui d'I. Gandhi), sous prétexte que le gouvernement démocratique était menacé par les « milieux les plus réactionnaires et les plus agressifs du Capital monopoliste » (cf. la "Nouvelle Revue Internationale", décembre 1969, p. 180).

Poussés par la pression populaire, par la crise chronique, ils réussissaient à prendre le contrôle de quelques Etats (du Bengale surtout). A ce moment, la Fédération Indienne était menacée d'éclatement, le parti du Congrès perdant en partie sa mainmise sur des Etats importants : Bengale, Kérala, Madras, Uttar Pradesh. La situation semblait désespérée pour I. Gandhi.

Or, il faut le répéter, si le premier ministre indien s'est brillamment tiré de ce mauvais pas, elle le doit en grande partie aux staliniens, dont toute l'action a consisté à redorer le blason du Congrès. En effet, 1970 fut l'année de reprise en main de l'Inde par I. Gandhi. Le procédé est classique, mais éprouvé et efficace. Coïncés entre la révolte populaire et l'alliance avec la « bourgeoisie non-monopoliste », les staliniens se soumettaient de plus en plus à cette dernière, accentuant ainsi le fossé qui les séparait de leur « base » et laissant le champ libre aux Naxalites pro-chinois. D'ailleurs, au Bengale occidental, un des buts avoués des staliniens du P. C. M. I. était l'élimination physique des « fauteurs de troubles » naxalites (on sait ce que ce genre d'opération veut dire) et ils créaient même dans ce but une armée officieuse de 50.000 hommes (cf. "Le Monde diplomatique", de février 1971).

L'échec fut flagrant : rupture du front unique au Bengale occidental en mars 1970, gouvernement direct de l'Etat par la capitale, New-Delhi. Les staliniens avaient perdu la partie : élus pour « représenter » les masses faméliques, ils ne vou-

lurent jouer que le rôle de boucher au service de la bourgeoisie indienne. De plus, le parti du Congrès apparaissait de nouveau comme le seul parti sérieux, alors qu'il était toujours chancelant. Afin de faire oublier ses erreurs, le P. C. M. I. lançait dans le courant de l'été 1970 une campagne d'occupation des terres. Les deux objectifs étaient clairs : reconquérir la confiance des masses ; ensuite faire pièce aux Naxalites maoïstes qui, depuis 1967, organisaient la lutte armée des paysans. Or, le seul résultat tangible fut la répression du gouvernement : le secrétaire du P.C.I., Dange, fut même emprisonné !

Quant à l'occupation des terres, elle ne pouvait rien donner dans le cadre de l'Etat bourgeois. En effet, la pénurie de terre est telle qu'une redistribution n'aboutirait dans le meilleur des cas qu'à créer des exploitations aux dimensions ridicules (1,2 ha au Bengale selon S. K. Datta-Ray, "Le Monde diplomatique", février 1971), avec des rendements extrêmement faibles (1/3 des rendements japonais en ce qui concerne le riz). Le seul Etat capable d'entreprendre sérieusement un début de réforme ne pourrait être, dans ces conditions, que la dictature du prolétariat, seule capable d'abolir la propriété privée. Or, aucun des partis staliniens (P.C.I., P.C.M.I. ou P.C. M.L.I. pro-chinois) ne s'est posé ce problème ; en cantonnant les luttes dans les campagnes ils laissaient de côté le pilier essentiel de l'Inde, le capitalis-

me hypertrophié des villes, de Calcutta particulièrement.

Nous n'avons pas parlé jusqu'ici du prolétariat indien. Ce n'est pas un prolétariat fantomatique, comme voudraient le faire croire les opportunistes pour justifier leur politique. Même s'il est ultra-minoritaire du point de vue numérique (10 ou 15 % de la population), il a déjà un passé de lutte. En effet, à la fin des années 20, il a combattu avec héroïsme, malgré le sabotage d'une Internationale communiste dégénérée. Depuis, abandonné par les staliniens de gauche ou de droite, livré à lui-même au milieu de la tourmente indienne, il n'a plus été que l'ombre de lui-même. Or, depuis quelques années, il se manifeste de plus en plus durement, à un point tel que les industriels hésitent à investir et préfèrent envoyer leurs capitaux à l'étranger : S. K. Datta Ray avance des chiffres qui confirment cette lutte très dure : en 1969, 17 millions de journées de travail perdues et 700.000 ouvriers en grève ou mis à pied. Lorsque l'on sait que le prolétariat Bengali compte trois millions d'ouvriers, on se rend compte de l'ampleur de sa lutte. Le P.C.M.I., quant à lui, attribua le désinvestissement consécutif à ces grèves à un complot ! En tout cas, les staliniens n'ont rien fait (et ne font rien) pour que le prolétariat héroïque de l'Inde impose sa solution, mène son propre combat, et devienne du même coup le pôle d'attraction d'un mouvement populaire qui, de lui-même, ne peut sur-

monter sa faiblesse, son morcellement, sa confusion, sa terrible impuissance. Ce faisant, ils barrent donc toute issue aux combats de la paysannerie.

Seul le prolétariat, en effet, peut, en s'attaquant aux fondements de l'Etat bourgeois indien, orienter ces combats (au sens militaire de ce terme). Ce qui fait de l'Inde un cas particulièrement grave, c'est que la question paysanne ne peut pas trouver de solution, même temporaire, dans son cadre purement national. Même la dictature du prolétariat, l'abolition de la propriété privée, ne peuvent suffire : il faut en effet multiplier par 2 ou 3 les rendements agricoles, afin de nourrir à peu près décemment la population sans cesse croissante. Ce ne sont pas les communiqués de victoire d'I. Gandhi (souvent corrigés ensuite) qui peuvent faire illusion sur la situation alimentaire de 90 % des Indiens.

En fin de compte, ce qu'appelle la situation actuelle de l'Inde, c'est la révolution prolétarienne, pas seulement indienne, mais mondiale, qui seule pourra aider massivement cette masse de parias, réduits à un état infra-humain par l'impérialisme et que les staliniens (moscovites, Indiens, chinois et autres) s'évertuent tant bien que mal à maintenir dans une impasse où la seule révolte possible est une révolte religieuse ou bien un massacre pur et simple, c'est-à-dire, une fois de plus, une victoire du Capital.

Laïcité ?

Le 26 avril, les syndicats enseignants ont fait grève pour la défense de la laïcité, soutenus en cela par toutes les autres centrales syndicales, C.G.T., C.F.D.T. et F.O.

En opposant l'école de l'Etat républicain à l'école des curés, ceux qui dirigent les syndicats choisissent : ils préfèrent l'Etat bourgeois aux curés. Les véritables communistes se choisissent pas : l'Etat et les curés sont tous les deux au service de la classe dominante, la bourgeoisie.

Si l'on en croit les bonzes syndicaux, l'école publique, contrairement à l'école privée, offre aux enfants un enseignement sérieux, honnête, forme l'esprit des enfants et développe leur caractère.

Neutre, l'enseignement de l'école publique et laïque ? Allons donc ! Une montagne de mensonges et de calomnies, un enseignement au service de la classe bourgeoise, qui fait de Thiers et Clemenceau, de tous ces assassins d'ouvriers des héros que l'on demande à nos enfants de respecter.

Neutre, un enseignement qui apprend aux élèves que Jules Ferry (un des responsables du massacre des ouvriers parisiens de la Commune) a fait beaucoup de bien aux « petits français » en rendant l'école gratuite et obligatoire ?

Neutre, un enseignement qui abrutit les enfants des ouvriers en leur faisant croire que l'œuvre de la France dans les pays coloniaux a été charitable, que Lyautey fut un brave homme alors qu'il n'était qu'un général assassin au service de l'impérialisme français pour la conquête de l'Afrique du Nord, comme l'étaient aussi les membres du P. C. F. ministres de de Gaulle en 1945, lorsqu'ils ordonnèrent le massacre de milliers d'Algériens qui, poussés par la famine, se révoltaient contre l'Etat français ?

En réalité, l'école, qu'elle soit privée ou publique, est dans la société capitaliste destinée à dresser nos enfants, à leur apprendre le respect de l'ordre, de la discipline, de la hiérarchie et de tous les principes moraux si nécessaires à la bonne exploitation de la classe ouvrière !

Nombreux sont encore les prolétaires qui respectent cette école laïque car ils voient en elle une grande institution démocratique qui apprend à lire,

à compter et à écrire à tous les enfants sans distinction d'origine sociale. Ce n'est pas par amour des enfants et encore moins par respect pour l'humanité que l'Etat bourgeois a rendu l'école obligatoire, mais tout simplement parce que c'est une nécessité pour le capitalisme que sa main d'œuvre soit adaptée aux nouvelles techniques de production, et que les patrons d'aujourd'hui ne peuvent pas tolérer que leurs ouvriers ne sachent ni lire ni écrire.

Pour amener les ouvriers à défendre la laïcité, les bonzes syndicaux prétendent également qu'une « démocratisation » de l'enseignement permettrait aux fils d'ouvriers d'accéder à l'élite du pays ». C'est la vieille recette de la « promotion sociale » : que personne ne soit empêché par son origine sociale de devenir un membre de l'élite capitaliste, un bourgeois. Affirmer que c'est par la possession de diplômes que l'ouvrier verra sa condition d'exploité améliorée, c'est prêcher le sauve-qui-peut individuel, c'est oublier tranquillement que si la grande masse est formée de salariés exploités, que s'il y a des manœuvres, c'est qu'il faut des manœuvres à la société capitaliste et non parce que ceux-ci n'ont pas reçu une instruction suffisante.

Les véritables communistes ne revendiquent pas l'accès à « l'élite du pays », mais luttent pour détruire le système économique dans lequel il y a d'une part « une élite » et d'autre part une classe ouvrière exploitée !

Tout ce que fait le P. C. F. en suppliant l'Etat capitaliste de donner une chance à tous d'accéder à « l'élite », c'est d'ap-

prendre aux fils de prolétaires à renier leur propre classe. C'est parce que ce même P. C. F. a abandonné depuis longtemps toute forme de lutte de classe que le prolétaire, enchaîné à sa machine, est amené à espérer que ses enfants connaîtront un sort meilleur que le sien en étudiant, qu'ils n'auront pas à subir cette vie infernale qui est celle du prolétariat depuis des dizaines et des dizaines d'années. Mais, malgré ce sentiment, l'ouvrier doit se persuader que, pas plus que le sien, le sort de ses enfants ne peut être assuré dans la société capitaliste, que cultivé ou non, manœuvre ou ouvrier qualifié, employé ou enseignant, son enfant n'échappera pas à l'exploitation forcée du Capital.

Ceux qui prétendent que l'instruction et la culture permettent d'accéder à une vie meilleure en régime capitaliste, ceux qui font croire aux ouvriers que leurs enfants auront un avenir assuré en passant des examens, ceux qui demandent aux prolétaires de prendre des galons dans la hiérarchie s'ils veulent mieux vivre et avoir une garantie de l'emploi, sont les pires ennemis du prolétariat, les pires ennemis de la Révolution communiste ! Car rien n'est garanti pour les prolétaires dans la société capitaliste, tout ce qu'elle peut assurer, c'est l'exploitation, la misère, le chômage et la guerre !

Les ouvriers, et avec eux les travailleurs enseignants, n'ont pas à défendre les valeurs bourgeoises pourrissantes comme le leur demandent les directions syndicales.

L'intérêt des travailleurs et de leurs enfants, ce n'est pas l'amélioration de la condition d'exploité, mais la destruction de toute forme d'exploitation !

CEUX QUI "N'IRONT PAS CRACHER SUR LEURS TOMBES"

On sait que la presse bourgeoise la plus réactionnaire, du "Figaro" à "La Croix", n'a pas ménagé sa sollicitude attendrie au P. C. F. profondément ulcéré par l'insulte faite à ses chers disparus inhumés au cimetière du Père Lachaise.

La profanation de leur tombe est une sanction bien bénigne eu égard au passé politique chargé des renégats du communisme et nous disons par ailleurs ce que nous pensons de cette naïve représsaille posthume. Mais il n'est pas sans intérêt de constater à ce propos, au travers des réactions de gauchistes notoires, jusqu'à quel degré d'avilissement peut conduire le magouillage frontiste de ces farouches « révolutionnaires » qui oublient assez facilement par qui a été versé le sang d'un Trotsky dont ils continuent à se réclamer.

Ne parlons pas du P. S. U. dont les fondateurs étaient plus près des canailles social-démocrates que des bolchéviks exterminés par Staline. Mais que penser des propos de M. Alain Krivine qui déclare que « La Ligue communiste condamne fermement les déprédations stupides perpétrées contre les tombes de Cachin et Thorez... » et qui, ayant « toujours dénoncé les prosternations devant le mausolée de Staline... n'apprécie pas davantage la profanation de la tombe des épigones ». Comme si encenser les bourreaux ou cracher sur leur tombe avait le même sens !

Et que dire des anarchistes du "Front libertaire" qui, de leur côté, se désolidarisent « totalement des auteurs des graffitis sur les tombes de Cachin et Thorez » ?

Décidément, la contre-révolution stalinienne n'a pas massacré seulement des hommes, mais aussi des idées, des partis. "Front Popu" for ever, telle est la devise de ceux que la croisade antifasciste d'il y a trente ans a entraînés au coude à coude avec les assassins de la révolution d'octobre. Mais que M. Krivine ne s'étonne pas que « Le P. C. F. s'efforce de déclancher dans le pays un climat d'hystérie contre les militants révolutionnaires » : c'est toujours ainsi que le stalinisme a récompensé les trotskistes ou anarchistes qui jouaient avec lui au front unique... même moral !

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le Vendredi 4 Juin, à 20 h. 45, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Métro Gobelins :

Révolution chinoise de 1949 : révolution bourgeoise

syndicat de classe

Supplément au "PROLETAIRE", Organe du Parti Communiste International

Correspondance : "le prolétaire" - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

N° 22 - 17 mai - 13 juin 1971

Redoutant "un nouveau Mai"

Les chiens de garde du capital sabotent la grève des O.S. chez Renault

Ça crève les yeux. Au Mans, à Flins, à Billancourt, la lutte des O.S. a été trahie par la C.G.T. et la C.F.D.T., la main dans la main (ne parlons pas de l'introuvable F.O.) et en dépit de leur différence d'un demi-ton sur la gamme de leur démagogie respective.

Trahie pour le futur comme pour l'immédiat ; pour l'ensemble des salariés comme pour les seuls O.S. Ces derniers n'auront que des miettes. Leur mouvement n'aura pas tranché pour longtemps avec une année toute tissée de capitulations et de grèves avortées. L'offensive gouvernement-patronat esquivera l'obstacle qui pouvait la contraindre à battre en retraite.

Le procédé de liquidation de la grève a été classique : freinage, isolement, bombardement idéologique démolissant. Débordés au départ par les grévistes, qui refusaient les atterrissements des votes à bulletin secret, les dirigeants syndicaux ont vite repris les choses en mains. Une lutte ouvrière c'est une traînée de poudre qui prend l'adversaire au dépourvu. Eux, sous prétexte de « démocratie », en ont amorti tout de suite le choc en répétant « consultations » et meeting.

La démobilisation était sur leurs lèvres dès le début : Les grévistes - disaient-ils - « savent qu'ils doivent d'abord compter sur leurs propres forces au lieu de s'en remettre à un embrasement général ». Donc, pas d'extension, pas de lutte générale. Après l'avertissement, la pression : « La C.G.T. demande aux O.S. de laisser les ouvriers professionnels et les mensuels libres de se rendre au travail et d'agir à leur guise ». Effectivement, ces derniers continuent à travailler et c'est la Direction qui les stoppera par le lock-out.

En permanence, les deux syndicats martellent mises en garde et calomnies contre les « provocateurs ». Les jésuites de la C.F.D.T. se dépouillent de leur froc « gauchiste » et répètent après les syndico-flics célestes : « Ne pas céder aux propos aventuriers... se prononcer à bulletin secret ». Intimidation et spéculation sur la lâcheté individuelle ! Des « chefs ouvriers » de cet acabit n'encouragent pas chez les ouvriers la combativité, mais la peur et la défiance, en dénaturant totalement la situation. La C.G.T. y excelle : c'est la Direction qui « provoque », les gauchistes qui intriguent. Le danger, ce n'est pas l'échec de la grève, mais « les mouvements minoritaires et aventuriers », le « piège tendu par le pouvoir et ses alliés gauchistes ». Plus que jamais, elle lèche les bottes de l'électoral du parti-frère : « Que tout soit bien clair vis-à-vis de l'opinion publique ! ». Indignation patriotique, offre de négociation et mépris souverain du sort de ceux qui triment : « Le lock-out coûte des dizaines de millions à la Régie », « la C.G.T. demande une réunion avec le Premier ministre », « il n'est pas question d'un relèvement uniforme de salaires (mais) simplement de l'amélioration de la situation des plus mal trai-

tés ». Un ouvrier peut-il être plus mal traité que lorsque son syndicat lui interdit de se battre et transforme sa grève en mendicité ?

Les chiens de garde du capital accusent les gauchistes de « diversion » et de « division » ; après avoir tenté, eux, la diversion d'une semaine d'action pour la retraite à Soixante ans ; après avoir divisé OS, OP et mensuels ! Ils font les sots et s'étonnent de l'intransigeance de la Direction qui perd plus d'argent en refusant les revendications qu'en y donnant suite. Cette direction a un sens de classe aigu. Elle sait que Renault est la figure de proue de l'économie française, « l'exemple national », et qu'il lui faut briser dans l'œuf le front de lutte qui pourrait se constituer après l'acte courageux et résolu des OS. Eux, les « syndicalistes », les « communistes », sont toujours prêts à vendre au détail, pour rien ou presque. L'énergie précieuse des ouvriers révoltés !

Ceux-ci, encore une fois battus et trahis, devront en tirer la leçon. Bien sûr, c'est vrai que leur lutte, quoi qu'en pensent les gauchistes, ne s'organise pas en dehors d'eux, de « l'extérieur ». Pas plus que d'autres nous n'avons de solution-miracle à leur proposer. Ce n'est pas une raison pour qu'ils laissent les mains libres à ceux qui les vendent pour la poignée de main d'un ministre ou les gâteaux secs et le champagne des patrons. Des arrogants « chefaillons », C.G.T. et C.F.D.T., ont déclaré « qu'ils n'avaient pas de leçons de syndicalisme à recevoir de qui que ce soit ». Ce dont ils ont besoin c'est d'une leçon tout court, et de la part des ouvriers !

Harcelez-les donc pour leur demander des comptes. Renvoyez-les à leurs chefs en appelant ces derniers par leur vrai nom : des vendus ! Ne vous en laissez pas compter par la fable des « calomnies sur le syndicat ». Si celui-ci sert à découper la grève, isoler les plus combattifs, lèche les bottes du capitalisme, alors il est pourri de la tête au pied. S'il peut être autre chose, alors cela ne dépend que de vous. Refusez la corruption des délégués qui apprennent à vous duper durant les heures payées par le patron. Ripostez à leur arrogance de sous-officiers qui ne sont polis que devant les supérieurs de l'usine. Faites valoir VOS be-

soins, la défense de VOS conditions de vie et de travail, imposez VOS intérêts à l'exclusion de tous autres. Ne tolérez pas qu'on invoque « la production », la « Régie », la France et tout le bordel démocratique, c'est-à-dire les intérêts de vos ennemis. Ne laissez pas parler ceux qui viennent vous endormir avec de telles sornettes. Les « exigences de la haute concurrence », les situations de « haute vente », tout cela se traduit, non par votre mieux-être, mais par des investissements accrus, sur votre dos. A ceux qui les invoquent auprès de vous, répondez tout cru : que crève d'abord la Régie avant de nous faire crever ! Seulement de cette façon vous pourrez, dans l'immédiat, lui arracher quelques sous et surtout vous grouper et vous renforcer en vue de la grande bataille de classe que vous ne pourrez pas refuser parce que c'est le capital, lui le premier, qui la déclanchera contre vous avec une brutalité que vous ne pouvez même pas soupçonner.

Séguy a dit, à propos de la grève des O.S. que « du point de vue de la combativité et du mécontentement, il ne faudrait pas grand chose » pour qu'éclate un nouveau mai. Il a ajouté que « les conditions d'un changement politique » ne sont pas encore réalisées. Parbleu, ce qu'il espère, lui, c'est un « gouvernement de gauche » avec quelques bons fauteuils pour les pontifes syndicaux, tandis que la classe patronale, coiffée du bonnet phrygien des « nationalisations démocratiques » n'en sera que plus à l'aise pour faire suer le burnous. Le changement « profond » ou « décisif », pour Séguy, c'est la sinécure pour les dirigeants ouvriers, l'esclavage à perpétuité pour les O.S. et leurs semblables.

Le véritable bouleversement de la situation viendra des ouvriers eux-mêmes ; du cœur de leurs catégories aux conditions les plus dures. Rejetant par-dessus bord toute considération « d'intérêt général » et contraignant les catégories moins défavorisées à les imiter et à les suivre, elles mèneront la lutte jusqu'au bout. Vivent les O.S., la lutte de classe, le Nouveau mai OUVRIER !

Camarades travailleurs de Renault !

Après la grève des O.S. du Mans et les manifestations de solidarité de Flins, Billancourt, Sandouville et Cléon, la direction a riposté par le lock-out. Face à cette attaque, les ouvriers se retrouvent désorientés, inorganisés dans le combat qu'ils mènent isolément dans chaque usine.

QUE FONT LES DIRIGEANTS SYNDICAUX ?

Une fois de plus, ils sont plus préoccupés de l'ordre et de l'intérêt national que de la défense des intérêts des ouvriers. Eux qui ne manquent pas une occasion d'attaquer les « diviseurs » de la classe ouvrière, ils font tout pour morceler la lutte et écœurer les ouvriers les plus combattifs.

Au Mans

- ils ont abandonné à eux-mêmes pendant un mois les grévistes de l'atelier F.F. ;
- ils ont systématiquement divisé les ouvriers en faisant voter séparément les O.S., les O.P. et les mensuels, après 24 heures de grève effective ; puis ils ont fait reprendre le travail aux O.P. et aux mensuels lundi dernier, refusant d'amplifier la lutte par une revendication unificatrice (augmentation inversement hiérarchisée des salaires).

A Flins

- ils ont divisé le mouvement en appelant à faire grève par atelier condamnant à une défaite certains secteurs ainsi isolés, comme l'entretien et l'outillage ;
- ils ont trahi les ouvriers les plus combattifs en les traitant de « provocateurs » et « d'aventuristes gauchistes », alors qu'ils n'ont pas eu un mot pour dénoncer le rôle de flic de la maîtrise.
- finalement, ils ont déserté le combat comme vendredi après-midi, cherchant à retarder la lutte pour épuiser la combativité ouvrière, et démissionné de leur tâche élémentaire en n'organisant pas de comité de grève.

Camarades prolétaires !

Pour défendre nos conditions d'existence, nous avons besoin d'une direction syndicale véritable qui prépare et dirige nos luttes. Nous n'avons aucun besoin de marchands de tapis qui se contentent de servir d'intermédiaires à nos exploitateurs. A ceux qui n'ont que l'intérêt de « l'entreprise » et l'« intérêt national » à la bouche, ceux qui poussent le culot jusqu'à demander l'arbitrage de Chaban-Delmas, comme si l'Etat de la Bourgeoisie pouvait faire autre chose que de servir les intérêts de la bourgeoisie, à ceux-là nous disons qu'ils sont des traîtres, qu'ils seront chassés par les ouvriers et remplacés par nos camarades les plus combattifs. S'il y avait eu de véritables dirigeants syndicaux, nous aurions pris les premiers l'offensive au lieu de laisser les cadres et petits chefs nous narguer et faire régner « l'ordre ».

Les ouvriers qui ont attaqué vendredi la maîtrise et sur lesquels ont craché tous les journaux bourgeois, l'« Humanité » en tête, ont compris que seule l'action résolue et violente quand il le faut, pourra libérer la classe ouvrière de l'exploitation.

QUE FAIRE AUJOURD'HUI ?

Il n'y a pas de recette miraculeuse pour gagner à tous les coups une grève. Mais ce qui est sûr, c'est que tant que nous serons divisés, isolés, inorganisés, nous serons battus d'avance. C'est pourquoi nous devons nous organiser et nous unir pour lutter.

- Dans l'immédiat : il faut transformer le lock-out en grève, occuper l'usine, organiser la lutte en écartant les traîtres et en entraînant les hésitants, appeler à l'action les travailleurs des autres usines.

Lutter pour des revendications qui rassemblent les ouvriers pour constituer une seule armée unie contre le capitalisme :

- augmentation de tous les salaires, plus importante pour les salaires les plus bas
- pas de coefficient inférieur à 150
- réduction immédiate de la durée du travail
- paiement intégral des jours de grève et de lock-out.

Camarades prolétaires !

Quelle que soit l'issue de ce combat, il doit nous permettre de renforcer nos rangs pour que demain, dans les luttes encore plus dures qui nous attendent, nous puissions prendre l'offensive et balayer ceux qui, aujourd'hui comme hier, nous ont conduit désarmés face à notre ennemi de classe.

(Texte d'un tract diffusé à Flins par nos militants.)

Grève et mots d'ordre

Une des caractéristiques essentielles de la situation actuelle est le divorce croissant entre l'agitation qui n'épargne aucune couche de salariés et les mots d'ordre qu'avancent les directions syndicales. Les motifs de lutter ne manquent pas et c'est devant ce mécontentement que les directions sont obligées soit d'appeler à la grève, soit d'en subir le déclenchement en dehors d'elles.

Bien entendu, dans le fond comme dans la forme, elles tentent de saboter le mouvement : mots d'ordre démobilisateurs ou franchement de collaboration de classe, grèves éparpillées, limitées, avec préavis, etc...

Critiquer ces deux plans est le devoir des révolutionnaires, leur seule façon aujourd'hui de lutter contre l'ennemi de classe. La critique des mots d'ordre est chose aisée, un seul communiste (quand nous disons « communiste », nous voulons dire... communiste ! Un membre du P.C.F. est un patriote, un démocrate, tout ce qu'on voudra sauf un communiste précisé-

ment) peut y suffire s'il arrache la parole. La critique des moyens employés, elle, condamnée à rester le plus souvent verbale, se heurte aux sarcasmes de l'opportunisme : « Qui de vous est aujourd'hui capable de faire une grève illimitée ? »

En fait, l'unité fondamentale entre la critique des moyens et celle des buts ne pourra se réaliser que lorsque l'action revendicative aura assez de force pour briser le cadre dans lequel l'opportunisme la tient encore enfermée.

On dira que c'est supposer le problème résolu ; mais cette

question n'est un cercle vicieux que pour ceux qui font un problème de conscience de la reprise de la lutte des classes. Dans cette conception, la lutte est présentée comme le résultat des mots d'ordre et on en arrive même à distinguer les « bonnes » et les « mauvaises » grèves en fonction de la direction politique qui les capitalise. Or, constater que la faiblesse actuelle des communistes les cantonne dans la critique des mots d'ordre, n'implique nullement qu'il faille attendre de la compréhension de mots d'ordre « corrects » la reprise et l'extension des luttes. Un mot d'ordre ou une plate-forme n'ont pas de valeur révolutionnaire en eux-mêmes, mais seulement quand une action de masse se saisit d'eux.

Aujourd'hui, les « grèves » de 24 ou 48 h. ne sont pas des actions et il nous faut dire qu'avec de tels « moyens » on ne peut

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE AU MANS

Le Vendredi 28 mai, à 20 h. 30

au Café du Bon Coin, place de la République

Les leçons de la Commune

Un siècle après la Commune

De tous les côtés, en cette année 1971, dans tous les partis, dans tous les journaux et sous les aspects les plus divers, on parle et on bavarde sur le centenaire de la Commune de Paris. Au point que cela en donne la nausée : la classe sociale qui a massacré 50.000 communards les célèbre aujourd'hui comme des héros de l'Histoire. Comment cela est-il possible ? C'est très simple : les faux communistes d'aujourd'hui sont les premiers à dissimuler la véritable signification de la Commune. La Commune, c'était l'internationalisme et la révolution, eux y voient le patriotisme et la démocratie ; c'était la dictature du prolétariat, ils en déduisent la nécessité de l'alliance avec les classes moyennes.

La falsification historique...

Lisez par exemple ce qu'en dit Bruhat dans "Le Peuple", organe de la C.G.T. (n° 866 des 1-15/4/71). A côté d'une foule de détails exacts concernant les mesures prises par la Commune à l'égard des travailleurs, les formes directes de son gouvernement, le peuple en armes dans la Garde nationale, il glisse cette phrase apparemment inoffensive : « La Commune favorise l'alliance entre ouvriers et petite bourgeoisie ».

Or la Commune, précisément, marque un tournant décisif dans la tactique générale de la classe ouvrière des pays développés à l'égard de la bourgeoisie démocratique :

N'oubliez pas que cela

« ne vous concerne pas »...

Certains de nos lecteurs diront : qu'avons-nous affaire avec ces vieilles histoires ? Parlons donc du présent. Bruhat, c'est l'historien de la C.G.T., le spécialiste de la question, l'inspirateur des cours de formation des militants syndicaux donnés en

cratique : avant, il est encore concevable que, contre la réaction, elle s'allie avec certaines couches de cette bourgeoisie ; après la Commune, il est avéré que, selon Marx, « tous les gouvernements bourgeois sont coalisés contre le prolétariat ».

Voici donc le point central de la falsification des faux communistes sur le souvenir de la Commune : cette certitude que le prolétariat était désormais la seule classe révolutionnaire, les ouvriers l'ont payée du flot de sang versé par leurs frères de classe parisiens ; c'est cette certitude que les opportunistes à la Bruhat s'efforcent d'effacer !

« écoles » de la C.G.T. Qui va dans ces écoles, qui suit ces cours ? Les nouveaux adhérents, surtout les jeunes de la promotion de mai-juin 1968. Ils y vont dans des conditions qui, déjà, les prédisposent au carriérisme et à l'opportunisme : durant des heu-

Ils vous mentent parce qu'ils vous trahissent

res qui leur sont payées en vertu de la loi sur le « droit syndical » dans l'entreprise, c'est-à-dire, pour parler net, avec l'argent du patron. Les falsifications doctrinales, les contre-vérités de fait qu'on leur inocule durant ces cours trouvent donc un terrain propice : l'activité syndicale, dans ces conditions, c'est tant de pris sur les heures de travail à l'usine, le métier de délégué, un véritable job ! De jeunes au départ ardents, combattifs, on va faire des fonctionnaires syndicaux. On leur apprendra, non pas la lutte mais la négociation, on leur inculquera non pas la haine de classe, mais l'esprit de collaboration.

Cela vous intéresse donc bougrement, vous, les ouvriers, de savoir comment on fabrique cette engeance de futurs interlocuteurs « compréhensifs » du patronat. Vous allez les retrouver en face de toutes vos aspirations. De cet-

L'enseignement fondamental de la Commune

Ce que le faux marxiste Bruhat déduit des événements glorieux de mars-mai 1871 peut tenir en une seule phrase que l'auteur reprend d'une déclaration du communard Varlin : « L'histoire finira par voir clair et dira que nous avons sauvé la République ». Certes Bruhat objecte que cette république-là, celle de 1875, avec sa constitution quasi-monarchique, n'est pas tout-à-fait la bonne, mais que, tout de même, elle a permis la reconstitution des partis et syndicats ouvriers, etc... Une œuvre donc à améliorer, et non à détruire, tout comme la démocratie gaulliste actuelle que les amis de Bruhat veulent « réno-

ter la promotion de militants, les dirigeants fédéraux ou confédéraux disent clairement qu'ils veulent faire des « centres d'initiative » pour propager les positions de la C.G.T. Traduisez : des propagandistes zélés et inconditionnels des décisions de Séguin et autres, la troupe de choc pour vous les imposer, au besoin de manière énergique. Ces « centres d'initiative » seront là pour vous imposer les revendications ou pourcentage quand vous réclamez des augmentations uniformes, pour fragmenter et limiter les grèves que vous voudriez illimitées et généralisées, pour vous prêcher les voies électorales de la démocratie alors que vous sentez bien que la moindre de vos améliorations est affaire de lutte de classe.

Ce n'est donc pas secondaire de savoir comment on leur fausse l'esprit à propos de la Commune et, à travers eux, comment on vous trompe, vous !

« réno- » ! Notre historien, à propos de la Commune et de la République « qu'elle a sauvée » oublie donc de dire l'essentiel ; à savoir qu'à partir de cette date, entre tout pouvoir bourgeois, républicain ou monarchiste, démocrate ou totalitaire, et le prolétariat, c'est une lutte à mort qui est ouverte.

Pour le marxisme, en effet, les formes évoluent, sont tour à tour révolutionnaires, progressives, conservatrices. Ainsi de la République bourgeoise : révolutionnaire en 1791, lorsque le prolétariat n'existait pas comme classe, réformiste en 1848 (mais déjà les ouvriers payaient d'un bain de

sang le fait d'avoir voulu en attendre la réalisation de ses promesses sociales), contre-révolutionnaire enfin depuis 1871 et uniquement bonne à jeter à la poubelle de l'histoire. Son sauvetage par la Commune n'a donc servi qu'à la bourgeoisie et à cet amer titre de gloire, il est temps d'opposer le véritable enseignement tiré par Marx du sacrifice du prolétariat parisien à propos duquel il écrivait, au moment même où se livrait le combat final entre les communards et les Versaillais : « La prochaine tentative » de la Révolution en France » devra consister non plus à faire » passer la machine bureaucratique » que et militaire en d'autres » mains, mais à la briser ».

Lénine, qui cite cette phrase dans "L'Etat et la révolution", la commente ainsi : « Briser la machine militaire et bureaucratique » : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimé la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution ».

C'est archi-clair, cela fiche en l'air toutes les salades sur « la démocratie rénovée », « l'alliance avec les classes moyennes » et toutes les conceptions politiques dans lesquelles le parti des ouvriers, avant même la conquête du pouvoir, promet de le partager avec d'autres classes. L'enseignement essentiel de la Commune c'est la nécessité de la dictature du prolétariat.

A propos de cette dictature du prolétariat, Engels, vingt ans après Marx, vingt ans avant Lénine, écrivait : « Vous voulez savoir ce que c'est ? REGARDEZ DONC LA COMMUNE DE PARIS ! »

GREVE ET MOTS D'ORDRE

(Suite de la page 3)

rien obtenir, ni les miettes quémandées par les bonzes, ni à fortiori les revendications réelles et unitaires que nous proposons. D'ailleurs, ces revendications unitaires ne peuvent que resurgir avec la reprise de la lutte de classes, elle-même résultat de la contradiction entre travail et capital. Une telle situation de débordement ne peut manquer de s'accompagner d'un renversement du rapport de force dans les syndicats et au dehors, et de l'élargissement de la propagande communiste. Cette propagande devant à son tour un facteur objectif de l'action.

Autrement dit, le succès de nos positions sera davantage un résultat qu'un point de départ, s'il est vrai que l'on ne peut exiger de centaines de milliers de salariés que leur conscience précède leur action. Si, au contraire, c'était le contenu des mots d'ordre qui mettait en mouvement la masse des prolétaires, alors leur simple participation aux grèves actuelles signifierait leur accord politique avec le P.C.F. Si c'était vrai, il faudrait prendre le bâton du pèlerin et tenter de convaincre un par un ces « staliniens », et il ne faudrait plus participer à une seule grève dirigée par l'opportunisme en attendant que notre patient travail pédagogique porte ses fruits !

Notre rôle est au contraire d'être présents, même dans ces simulacres d'actions, pour montrer d'une part que la grève est la négation même des mots d'ordre sur lesquels les directions prétendent nous la faire faire, d'autre part que les mobiles d'action réels nécessitent bien d'autres moyens que ceux qu'on nous propose.

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48
Distribué par les N. M. P. P.

LE SYNDICAT, ECOLE DE GUERRE

Contre les représentants des travailleurs anglais, qui se faisaient les défenseurs de la justice sociale bourgeoise, Engels lançait des paroles incendiaires. Après 100 ans de violentes luttes prolétariennes et d'assauts contre le capital, les nouveaux opportunistes d'aujourd'hui indiquent encore comme revendication au prolétariat la paix et la justice sociale dans le cadre des rapports capitalistes de production.

Avec Engels, nous jetons à la face de ces messieurs la nécessité de la violence révolutionnaire du prolétariat, qui se traduit dans l'unique direction de lutte de la tradition communiste : Abolition du salariat !

« Un salaire équitable pour une journée de travail équitable »

Telle est depuis maintenant cinquante ans la devise du mouvement ouvrier anglais. Elle a rendu de bons services au temps de la montée des Trade-Unions après la révocation en 1824 des infâmes lois contre les associations ; elle en a rendu de meilleurs encore à l'époque du glorieux mouvement chartiste, quand les ouvriers anglais marchaient à la tête de la classe ouvrière européenne. Mais le temps passe, et bon nombre de choses qui étaient désirables et nécessaires il y a cinquante ou même trente ans, ont vieilli et seraient maintenant tout-à-fait déplacées. L'ancien et vénérable mot d'ordre est-il dans ce cas ?

Un salaire équitable pour une journée de travail équitable ? Mais qu'est-ce qu'un salaire équitable et qu'est-ce qu'une journée de travail équitable ? Comment sont-ils déterminés par les lois qui régissent l'existence et le développement de la société moderne ? Pour répondre, ce n'est ni à la science de la morale ou de la loi et de la justice, ni à aucune inspiration sentimentale d'humanité, de justice, voire de charité, que nous devons faire appel. Ce qui est juste moralement, ou même juste d'après la loi, peut se trouver loin d'être juste socialement. La justice ou l'injustice sociale sont décidées par une seule science : la science qui traite des faits matériels de la production et de l'échange, la science de l'économie politique.

Qu'est-ce que l'économie politique appelle donc salaire équitable et journée de travail équitable ? Tout simplement le niveau de salaire et la longueur et l'intensité de la journée de travail qui sont déterminés sur le marché libre par la concurrence entre employeur et ouvrier. Et que représentent-ils, quand ils sont ainsi déterminés ?

Dans des conditions normales, un salaire équitable est la somme nécessaire pour procurer au travailleur les moyens d'existence dont il a besoin, conformément au niveau de vie de son milieu et de son pays, pour se maintenir en état de travailler et pour perpétuer son espèce. Le niveau réel du salaire peut, selon les fluctuations des affaires, être parfois supérieur, parfois inférieur à cette somme ; mais, dans des conditions normales, celle-ci doit représenter la moyenne de toutes les fluctuations.

Une journée de travail équitable est cette longueur de la journée de travail et cette intensité de travail réel qui épuisent le travailleur et le lendemain et les jours suivants.

On peut donc décrire la transaction comme suit : l'ouvrier donne au capitaliste toute sa force de travail de la journée, c'est-à-dire tout ce qu'il peut en donner sans rendre impossible la répétition continue de la transaction. En échange il reçoit juste ce qu'il faut, pas plus, de moyens de subsistance, pour que le marchandage doive se répéter chaque jour. L'ouvrier donne le maximum de ce qu'il est autorisé par la nature du marchandage, le capitaliste le minimum. Voilà une étrange justice !

Approfondissons la question. Puisque, selon les économistes, le salaire et la durée du travail sont déterminés par la concurrence, l'équité semble exiger que les deux parties se trouvent à égalité de conditions au départ. Or ce n'est pas le cas. Si le capitaliste n'arrive pas à s'entendre avec le travailleur, il peut se permettre d'attendre et de vivre sur son capital. L'ouvrier, lui, ne peut pas. Il n'a que le salaire pour vivre, et il doit donc accepter le travail à l'instant, à l'endroit et aux conditions auxquels il peut l'obtenir. L'ouvrier n'a aucune égalité au départ. Il est terriblement handicapé par la faim. Et pourtant, selon l'économie politique de la classe capitaliste, c'est là le sommet de la justice.

Mais ce n'est encore rien. L'utilisation de la puissance mécanique et du machinisme dans de nouvelles industries, l'extension et l'amélioration du machinisme dans les industries où il s'est déjà imposé, chassent continuellement de leur travail un nombre croissant de « bras » ; et le rythme auquel ils sont chassés est beaucoup plus rapide que la vitesse à laquelle les « bras » en surnombre peuvent être absorbés et réemployés dans les fabriques du pays. Ces « bras » excédentaires mettent à la disposition du capital une véritable armée industrielle de réserve. Si les affaires vont mal ils peuvent crever de faim, mendier, voler, ou aller dans une « maison de travail » ; si les affaires vont bien, ils sont immédiatement disponibles pour accroître la production ; jusqu'à ce que le tout dernier homme, femme ou enfant, ait trouvé du travail — ce qui n'arrive qu'au moment des périodes de surproduction frénétique — la concurrence de cette armée de réserve pèsera sur les salaires, et sa seule existence renforcera la puissance du Capital dans sa lutte avec le Travail. Dans la compétition avec le Capital, le Travail n'est pas seulement désavantagé, il doit en outre traîner un boulet rivé à son pied. Et pourtant, selon l'économie politique capitaliste, cela est juste.

Cherchons maintenant avec quels fonds le Capital paie ces très équitables salaires. Avec du capital, évidemment. Mais le capital ne produit aucune valeur. Le travail est, en-dehors de la terre, l'unique source de la richesse ; le capital lui-même n'est rien d'autre que le produit accumulé du travail. De sorte que les salaires des travailleurs sont payés avec du travail, et que l'ouvrier est payé sur son propre produit. Soient ce que nous pourrions appeler le sens commun de l'équité, le salaire du travailleur devrait consister dans le produit de son travail. Mais d'après l'économie politique cela ne serait pas juste. Au contraire, le produit du travail de l'ouvrier va au capitaliste, et l'ouvrier n'en reçoit que les stricts moyens de subsistance dont il a besoin. L'aboutissement de cette compétition d'une « équité » peu ordinaire est donc que ce qui est produit par ceux qui travaillent s'accumule inévitablement entre les mains de ceux qui ne travaillent pas, et devient entre leurs mains le plus puissant moyen d'asservir les hommes mêmes qui l'ont produit.

Un salaire équitable pour une journée de travail équitable ! Il y aurait encore beaucoup à dire sur la journée de travail équitable, dont l'équité est exactement du même niveau que celle du salaire. Mais nous devons le remettre à une autre occasion.

Il ressort très clairement de ce qui précède que la justice sociale, telle qu'elle se présente dans les lois qui régissent la société réelle, cette justice est tout entière d'un seul côté : celui du Capital. Que la vieille devise soit donc enterrée à jamais, et remplacée par cette autre :

POSSESSION DES MOYENS DE TRAVAIL — PREMIERES, FABRIQUES, MACHINES — PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

Engels

(The Labour Standard, N° 1, 7 mai 1881)

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros 82, 84, 86, 87, 89, 91, 93, 97, 98, 101 et 103.)

LA POSITION DU MARXISME REVOLUTIONNAIRE DEVANT LES REVOLUTIONS BOURGEOISES

Le marxisme a toujours reconnu la nécessité de la révolution bourgeoise, c'est-à-dire d'un bouleversement qui a pour but immédiat la destruction de pouvoirs pré-capitalistes et de modes de production arriérés pour donner naissance aux rapports de production modernes dont le prolétariat lui-même a besoin pour se développer et pour combattre sur son propre terrain contre la domination du Capital et pour la société socialiste : mais il n'a jamais posé ce problème de façon abstraite, et l'a toujours résolu par l'analyse des forces réelles en jeu. Il est très important de rétablir les fondements de la doctrine marxiste sur le problème de la tactique dans les révolutions bourgeoises et dans les révolutions nationales parce qu'ils nous fournissent la clef permettant de comprendre les événements chinois, et de savoir quelle classe a conquis le pouvoir et le détient aujourd'hui en Chine.

Le prolétariat a intérêt à la destruction radicale des rapports de production capitalistes qui constituent la base réelle de son développement comme classe de la prémisses de la future société socialiste. C'est pourquoi, dans les pays où la révolution bourgeoise est à l'ordre du jour (c'est-à-dire le renversement des classes et des Etats pré-capitalistes, ainsi que des obstacles qui empêchent le développement des forces productives modernes), le prolétariat, dans la mesure où il existe, participe activement à la révolution, même si celle-ci ne signifie pas encore une lutte pour ses objectifs de classe spécifiques, mais une lutte « contre les ennemis de ses ennemis ». A cette lutte participent également d'autres classes et couches sociales qui ont intérêt à se libérer de l'oppression des conditions rétrogrades : la petite-bourgeoisie urbaine, les paysans, la bourgeoisie elle-même.

Quelle doit être l'attitude du prolétariat devant ces forces qui se placent elles aussi sur le terrain révolutionnaire pour atteindre leurs objectifs propres ? Marx en 1848 et 1850 pour l'Allemagne, Lénine dès 1895 pour la Russie, l'Internationale Communiste en 1920 pour toutes les révolutions nationales et anti-coloniales, ont tracé une ligne nette et précise pour la classe prolétarienne : le prolétariat doit appuyer le mouvement démocratique révolutionnaire bourgeois (dans la mesure où il est effectivement révolutionnaire), mais sans oublier un instant le caractère limité de celui-ci et le fait qu'à peine la révolution sera-t-elle accomplie les intérêts des différentes couches sociales entreront immédiatement et directement en conflit avec les intérêts propres du prolétariat ; les alliés d'hier deviendront les ennemis d'aujourd'hui, et le prolétariat devra retourner ses armes contre la domination bourgeoise. C'est pourquoi le prolétariat doit garder à tout prix et en toute situation son autonomie politique et organisationnelle, théorique et pratique, et bien savoir que toutes les autres couches sociales s'arrêteront et

s'efforceront d'arrêter le mouvement révolutionnaire dès qu'elles auront ou croiront avoir atteint leurs objectifs, et qu'il devra continuer SEUL la lutte — sa lutte — pour abattre la domination capitaliste.

Tel est le seul sens de la politique menée par les bolchéviks, telle est la position de Lénine. La fameuse alliance entre le prolétariat et les paysans qui, selon les opportunistes et selon les « maoïstes » eux-mêmes serait la grande découverte du « léninisme » et qui chez Lénine est en fait une convergence dans la lutte n'a pas d'autre signification que celle-ci : dans une situation où dominent des rapports économiques féodaux ou en général pré-capitalistes, les masses paysannes et surtout les paysans pauvres et sans terre sont révolutionnaires dans la mesure où ils tendent à briser par la violence ces rapports pour accéder à la libre propriété du sol et instituer la petite propriété paysanne : dans cette situation (et seulement dans cette situation), le prolétariat appuie le mouvement paysan, toujours à condition que celui-ci emploie des méthodes révolutionnaires et poursuive des buts révolutionnaires, en poussant « la révolution bourgeoise jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à la limite où la convergence deviendra divergence ouverte et où la classe ouvrière s'efforcera de greffer sur le tronc de la révolution bourgeoise conduite jusqu'à ses dernières conséquences sa propre révolution, la « sale révolution », non plus la révolution de la « fraternité universelle », mais celle du règlement de comptes entre capital et travail, non plus la révolution anti-féodale, mais la révolution anti-capitaliste.

Pour Lénine, donc, la convergence du prolétariat et du mouvement démocratique bourgeois dans la lutte contre l'ancien régime est un fait temporaire, et limité aux pays où la révolution bourgeoise est encore à l'ordre du jour : elle ne concerne en aucun cas les pays où la révolution bourgeoise (c'est-à-dire l'instauration de rapports de production capitalistes) est achevée depuis longtemps et où le prolétariat ne lutte plus désormais que pour lui-même, pour le communisme, et n'a aucun allié ; alors que dans les pays arriérés sa perspective finale est celle de la « révolution double », c'est-à-dire de la révolution bourgeoise qui se transforme en révolution prolétarienne. Ainsi, selon la position marxiste correcte, celle qui a toujours été soutenue par Lénine et par l'Internationale Communiste, la lutte du prolétariat de chaque pays est indissolublement liée à celle du prolétariat international, qui constitue sa propre classe ; dans les pays arriérés, un appui temporaire peut lui venir des masses paysannes et petites-bourgeoises, seulement pour les objectifs compris dans les limites des revendications nationales et démocratiques.

Ceci dit, il nous faut tracer le chemin historique réel, pour définir exactement les tâches du prolétariat dans les aires « arriérées ». Les thèses de Lénine sur ce sujet sont parfaite-

ment claires : ayant établi que le prolétariat doit dans tous les cas garder et défendre l'autonomie et de son programme et de son organisation vis à vis des mouvements démocratiques, Lénine nie que la bourgeoisie de ces pays puisse et veuille mener jusqu'au bout même sa propre révolution ; il affirme que seul le prolétariat, en se plaçant à la tête des masses pauvres, peut bouleverser radicalement les rapports sociaux pré-capitalistes et balayer les obstacles que lui créera nécessairement la nouvelle classe en lutte pour la conquête du pouvoir, prête à s'allier, s'il le faut, avec ses propres adversaires de l'ancien régime, de peur que la situation lui échappe et passe aux mains des prolétaires — ces prolétaires auxquels elle a dû faire appel pour combattre le régime féodal, mais dont elle craint l'entrée en scène sur des objectifs autonomes, comme en 1848 en France, en Autriche, et aussi en Allemagne.

Les prolétaires doivent savoir d'avance que devant le spectre de la « deuxième révolution », la bourgeoisie s'efforcera de résoudre le problème du renversement des rapports pré-capitalistes de la manière la plus anodine, la plus pacifique et la plus mesquine possible, et qu'elle n'hésitera pas à lancer sur eux ses forces de l'ordre pour les empêcher d'entreprendre leur « assaut du ciel ». Dès 1848 Marx indique comme unique possibilité de succès de la révolution BOURGEOISE en Allemagne l'alliance du prolétariat avec les paysans sous la direction politique du prolétariat.

Pour Marx, comme plus tard pour Lénine, il est bien clair que dans le cadre international des rapports entre classes, a bourgeoisie des pays encore dominés par des rapports de production pré-capitalistes préférera toujours un compromis avec les anciennes classes dominantes locales, plutôt que de se laisser déborder par la classe ouvrière à la tête des paysans, et qu'elle n'hésitera pas, chaque fois que ce sera possible, à exercer une pression préventive sur le mouvement prolétarien organisé. Dès 1898 dans « Les tâches des social-démocrates russes », Lénine indique clairement la perspective de la révolution double, en déclarant que l'activité « démocratique » du Parti en Russie est indissolublement liée à son activité socialiste : « Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte des classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire, les social-démocrates russes la diffuseront de toutes leurs forces et la défendront contre les fausses interprétations ; ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie à des doctrines moins précises ». (Lénine, donc, défend l'indépendance programmatique, théorique et pratique du prolétariat même lorsque celui-ci se trouve devant des tâches démocratiques à accomplir ; quelle différence avec la position du Parti communiste chinois, qui dans les années 20, a fait des illusions bourgeoises de Sun-Yat-Sen son programme final !)

Puis Lénine explique que, dans la lutte pour le socialisme, le prolétariat est complètement seul (c'est-à-dire uniquement relié au prolétariat international), tandis que, dans la lutte pour la démocratie, il trouve des alliés temporaires dans certains éléments essentiels de l'opposition politique à l'absolutisme : « A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, de la petite-bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., persécutées par l'absolutisme (...). Le soutien [que leur accordent les social-démocrates] ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé. Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés tempo-

raires et ne leur font aucune concession (...). Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : " Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique " Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris, de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point. En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme, la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles. » (Lénine, "œuvres", t. 2, p. 338-341).

En 1914, dans l'essai « Du droit des nations à disposer

LA POSITION DE L'INTERNATIONALE

Après la première guerre mondiale, la victoire prolétarienne en Russie et la formation de la III^e Internationale mettent au premier plan à l'échelle mondiale la lutte révolutionnaire du prolétariat et donnent aux peuples coloniaux d'Afrique et d'Asie un point de référence dans l'Etat prolétarien. Les positions des communistes sur la question nationale et coloniale confirment pleinement celles de Lénine et des bolchéviks. Mieux, cette perspective a désormais la possibilité réelle d'être mise en pratique : le prolétariat et son parti doivent donc accentuer leur caractère autonome et indépendant tout en appuyant le mouvement nationaliste révolutionnaire bourgeois et petit-bourgeois. Les thèses de Lénine de 1920 martellent ces positions de manière nette et précise. Avant tout elles déclarent qu'on ne doit pas prêter foi aux illusions démocratiques sur la possibilité d'une égalité des nations et de leur effective libération du joug colonial en régime capitaliste. La thèse n° 2 affirme : « ... Le Parti communiste, inter-prête conscient du prolétariat en lutte contre le joug de la bourgeoisie, doit considérer comme formant la clef de voute de la question nationale non des principes abstraits et formels, mais : 1°) une notion claire des circonstances historiques et économiques ; 2°) la dissociation précise des intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités, par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux qui signifient en réalité ceux des classes dominantes ». La thèse n°3 insiste sur l'alliance entre le prolétariat des pays industrialisés et les masses laborieuses des pays dépendants : « La Ligue des Nations et la politique de l'Entente dans leur ensemble ne font que confirmer ce fait [que les démocraties occidentales sont les pires oppresseurs des peuples coloniaux, N. d. R.] et développer l'action révolutionnaire du prolétariat des pays avancés et des masses laborieuses des pays colonisés ou assujettis, hâtant ainsi la banqueroute des illusions nationales de la petite-bourgeoisie quant à la possibilité d'un paisible voisinage et d'une égalité véritable des nations sous le régime capitaliste. » La thèse n° 4 conclut : « Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale Communiste dans les questions nationales et coloniales doit être le rapprochement des prolétaires

d'elles-mêmes », Lénine reprend en termes parfaitement marxistes la question de l'attitude du prolétariat envers les révolutions bourgeoises et les luttes nationales. Après avoir expliqué que la période des révolutions nationales bourgeoises en Europe s'est définitivement terminée en 1870, et que depuis, dans cette aire géographique, le prolétariat ne peut pas donner son soutien à d'autres classes, alors que ce soutien est nécessaire, fût-ce temporairement, dans les pays qui n'ont pas encore accompli cette révolution, Lénine affirme : « Le prolétariat est contre un tel praticisme (celui de la bourgeoisie nationale, N. d. R.) : reconnaissant l'égalité en droits et un droit égal à constituer un Etat national, il prise par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie sous l'angle de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale. Le mot d'ordre du praticisme n'est en fait que le mot d'ordre de l'adhésion non critique aux aspirations bourgeoises. » Et plus loin : « Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent une solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations ; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. » ("Œuvres", t. 20, p. 434 et 448, souligné par nous).

et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme, sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales ni les inégalités ».

La nécessité absolue d'un mouvement indépendant du prolétariat et des paysans pauvres à l'égard du mouvement démocratique bourgeois de libération nationale et de la jonction de ce mouvement avec le prolétariat international est rappelée avec insistance dans le 5^e paragraphe de la thèse n°11 : « Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par les mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes, ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes ; l'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et dans les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis communistes — et communistes en fait — soient groupés et instruits de leurs tâches partielles, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire » ("Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste", rééd. Maspéro, p. 57-58. Souligné par nous).

A travers ces citations, nous nous sommes efforcés de retracer la ligne qui a toujours caractérisé la position des marxistes à l'égard des mouvements révolutionnaires démocratiques dans les pays coloniaux et dépendants. Mais d'après ce que nous avons dit il apparaît clairement que toute la révolution chinoise se situe en dehors et à l'opposé de cette perspective, et la reverse même totalement. Staline d'abord, Mao ensuite, ont été l'expression la plus typique de la direction bourgeoise d'une révolution nationale, et de la soumission des objectifs et des forces organisées de la classe ouvrière à cette direction bourgeoise.

(à suivre).

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Tous les jeudis, de 19 heures à 22 heures ; Les samedis 29 mai et 12 juin, de 15 heures à 19 heures ; Les dimanches 23 mai et 6 juin, de 10 heures à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^{me} étage).
- A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 18 heures à 20 heures, au " Cercle pédagogique ", 90 bis, boulevard Valbenoîte.

Quand la phrase déborde encore le contenu

(Suite de la première page)

ambition : le rassemblement syndical qui serait le pendant du rassemblement politique de toute la « gauche démocratique ».

Ces difficultés d'unification entre les deux centrales au rôle complémentaire sont peut-être en France la chance de la reprise ouvrière de demain. Seule la C.F.D.T. peut assurer à la C. G. T. l'adhésion de nombreuses catégories moyennes qui se défilent encore de ses méthodes stalinienne. Seule la C. G. T. peut apporter à sa rivale les « gros bataillons » des masses ouvrières et l'encadrement disciplinaire capable d'y mater la contestation gauchiste. Il faut les deux centrales réunies pour mener à terme cet assujettissement systématique des syndicats à l'Etat dont rêve le pouvoir du grand Capital.

En tant que trouble-fête de ces beaux projets, le gauchisme tient donc une place qu'on ne saurait traiter par le mépris. Ce qui retient notre attention, ce n'est pas sa forme dérisoire, voire grotesque, mais son contenu perturbateur. Il s'use et se renouvelle au même rythme. Les groupes trotskistes se « normalisent » les uns après les autres ; les sigles anarchisants se succèdent ou procèdent à leur propre hara-kiri, le serpent maoïste change continuellement de peau. Mais sous ces gestations ridicules percent une opposition irréductible aux disciplines vénérées, la remise en cause constante des valeurs établies, la perception qui se précise de la grande trahison opportuniste qui a immolé aux saturnales du capital deux générations du prolétariat. Le creuset est encore sombre où se brassent les forces vives de demain ; mais quelques unes de ses étincelles fugaces nous autorisent à penser qu'une nouvelle génération politique se forge qui rejette déjà, à sa façon, toute une tranche d'histoire, avec son éthique, ses hypocrisies et ses sinistres héros.

Nous ne nous leurrons pas pour autant : l'incidence du gauchisme sur le rapport social des forces est nulle ; son seul résultat immédiat est de démasquer l'opportunisme stalinien. Et encore, sous cet angle-là révèle-t-il davantage (au sens qu'on donne au terme en pho-

tographie) le négatif du mouvement ouvrier de demain. La « scission » des manifestations du premier mai en deux cortèges distincts est plus l'indication symbolique du mouvement historique futur que la délimitation précise des forces et partis politiques d'aujourd'hui : comme si l'histoire, avant d'impartir à ses divers protagonistes leur rôle respectif, se bornait encore à esquisser le sens dans lequel ils seront irrésistiblement appelés à agir : ou la lutte totale contre le capital, l'Etat bourgeois, sa production, son ordre, son idéologie, ou, par adhésion à un seul de ces termes, la collaboration de classe la plus totale poursuivie jusqu'à la complicité avec la répression.

Entre les deux voies, le choix, purement sentimental chez les gauchistes et leurs hôtes C. F. D. T., apparaît par contre dans sa nudité glaciale du côté de la C. G. T. : ses pancartes et slogans du premier mai, exprimaient directement et sans fard, à l'intérieur même de la place, le rôle de complices du capital qu'y jouent ses dirigeants, « Unité », « Démocratie », « crédits pour les écoles », « accès de l'Université aux travailleurs » : ces formules apparemment « revendicatives » constituent en réalité autant de chaînes propres à empêcher toute lutte réelle des salariés.

Les troupes de Séguy braillent des lieux communs sur « l'unité d'action » tandis que leur chef scelle par contrat l'aggravation de la concurrence entre exploités. Le défilé cégétiste réclame « la retraite à soixante ans », ses dirigeants acceptent l'intensification des efforts productifs et jugent insuffisants les taux de croissance du VI^e Plan bourgeois !

A la différence de ses prédécesseurs, qui ne trahissaient ouvertement le prolétariat que dans les moments de crise ou de guerre, l'opportunisme moderne doit payer comptant le droit de cité que lui reconnaît l'Etat capitaliste : exalter sans répit la meurtrière science bourgeoise, chanter les louanges de la production, façonner à l'avance « l'esprit civique » des jeunes pour les désarmer devant l'exploitation, arracher pour eux un sage avancement qui les dépouillera de leur fougue combattive. C'est un opportunisme qui exprime à l'état brut les exigences draconiennes du capitalisme décadent : il parle de démocratie et préconise un corporatisme fasciste ; il exprime en termes petits-bourgeois les diktats sans appel du grand capital.

Si les coups d'épingles du gauchisme le touchent au vif, c'est parce qu'ils le contraignent à révéler de façon cynique sa fonction d'opportunisme de l'époque impérialiste. « Pas de complaisance envers les chercheurs d'aventure » disait Krasucki le soir du premier mai. Pour ces gens, la lutte des classes, c'est l'aventure et la résignation servile, c'est la sécurité. Au moindre cri gauchiste, à la vue du plus petit chiffon noir, les voilà toutes griffes dehors, hantés par la peur de voir leurs troupes anesthésiées entraînées par la révolte, fut-elle la plus puérile. Au nom de l'ordre, ils sabordent les grèves ; ils sont prêts à couler leurs propres sections syndicales si quelque ombre de contestation s'y manifeste. Ce n'est plus une tactique, c'est un réflexe. Ils ont sabordé l'organisation prolétarienne par infiltration massive d'éléments petits-bourgeois ; ils ont prostitué leur communisme

à la démocratie et ils conduisent militairement, à la stalinienne, un amalgame informe de catégories qu'ils avilissent et terrorisent à la fois pour les rendre incapables de résister à toute réaction bourgeoise. Ils sont la contre-révolution en acte au sein de la classe ouvrière.

**

D'un incident symbolique qui ouvrit la journée du Premier mai nous pourrions faire notre conclusion. Il s'agit de souligner combien la conscience politique chemine lentement alors que les réalités objectives se transforment avec rapidité.

Des inconnus, traçant sur les tombes de Cachin, Thorez et autres dignitaires stalinien de « traîtres », ont provoqué un tollé général et une indignation hystérique qui a voulu noyer « l'outrage » sous des tonnes de fleurs rouges. Ainsi, cinquante ans après la trahison patente du communisme par les lèche-bottes de Staline, c'est en cachette, à la façon des malfaiteurs, qu'on peut les appeler par leurs vrais noms !

Ces « militants respectés de la classe ouvrière » dont parle Krasucki, sont en réalité les figures de proue de la plus sanglante contre-révolution de

l'histoire. Cachin le jusqu'aboutiste de 1914, porteur de froids secrets pour entraîner l'Italie en guerre, social-traitre qui, sur l'ordre de Staline, présida à l'exclusion de Trotsky de la III^e Internationale, mérite bien le même opprobre que Thorez, son poulain jofflu qui, lui, orchestra le chorus occidental en faveur de l'extermination de la « vieille garde » bolchevique, patronna la répression de Sétif et pour avoir fait « retrousser les manches » à la Libération mérita la reconnaissance éternelle d'un de Gaulle !

Quand la force révolutionnaire du prolétariat est absente, l'histoire se donne les iconoclastes qu'elle peut. Mais ce que les masses ouvrières « respectent » avant tout, c'est l'illusion réformiste que les Cachin et Thorez ont ancrée en elle et à laquelle elles s'accrochent désespérément parce que la crise les menace et qu'elles ne croient plus possible d'y opposer la révolution. Une telle panique, on ne la surmonte que par la force de classe, celle qui se recrée par les grèves bien menées et la solidarité en actes. Ni le « frontisme » gauchiste, ni le noyautage « révolutionnaire » de la C.F.D.T., ni les insultes impuissantes, seraient-elles mille fois justifiées, ne peuvent y

suppléer. Par le geste des profaneurs de tombes, il semblerait qu'on soit reporté bien en arrière, à l'époque où, selon Marx, la phrase révolutionnaire « débordait encore le contenu ». En réalité, les conditions objectives de la révolution, dans un capitalisme qui a vécu cinquante ans de trop, sont depuis ce temps réunies. Nous devons ausculter, même derrière les gesticulations gauchistes, les failles de la stabilité sociale qui permettront l'apparition des conditions subjectives : le programme, le parti du prolétariat.

Le prolétariat, ce n'est pas la masse désorientée qui, aujourd'hui, suit aveuglément des chefs qui la trahissent. Plus qu'un conglomerat statique de couches sociales, c'est un mouvement historique, c'est une dynamique qui alimente toute indiscipline à l'égard du capital et dont nous trouvons la manifestation jusque dans les phénomènes subversifs marginaux. Le prolétariat se recréera lui-même au contact de son programme de classe et en foulant au pied le cadavre pourri de toute une contre-révolution dont les dépouilles profanées du Père Lachaise n'étaient que les dérisoires et méprisables symboles.

Pour l'internationalisme prolétarien ! Pour le communisme !

(Texte d'un tract distribué par nos militants aux manifestations « pour la paix au Vietnam » du 8 mai.)

Les luttes des peuples de couleur qui secouent par vagues répétées l'Afrique et l'Asie depuis 25 ans, et dont fait partie le combat des peuples indochinois soulevés contre le colonialisme blanc après des siècles d'oppression, d'exploitation et de soumission, démentent de manière éclatante les mensonges au nom desquels le prolétariat a été entraîné dans les deux boucheries impérialistes pour la « liberté », la « paix », la « libre détermination des peuples ». Elles anéantissent l'illusion de la « coexistence pacifique » entre Etats ou entre classes, en montrant que le régime capitaliste est toujours synonyme d'oppression, de violence et de misère ; elles montrent que l'exploitation des petites nations par les grandes survivra aussi longtemps que survivra le capitalisme, et que seules la révolution communiste et la liquidation des classes pourront éliminer pour toujours.

Depuis plus de 30 ans que les peuples indochinois ont pris les armes pour se libérer de l'oppression japonaise, française et aujourd'hui américaine, il faut reconnaître la tragique réalité : dans cette lutte, ils sont tout seuls. Beaucoup de forces prétendent appuyer leur combat au nom de l'anti-impérialisme, de l'internationalisme prolétarien, de la coexistence pacifique entre les nations et entre les Etats : le prétendu bloc « socialiste » pro-soviétique, la Chine, les organisations qui vous demandent aujourd'hui de manifester. Mais voyons de plus près ce qu'ils entendent par là.

Le P.C.F. et les « organisations démocratiques » sont d'abord complices du maintien de l'ordre impérialiste international. D'une part, ils ont participé en tant que partisans d'un des deux camps impérialistes, celui qui s'intitulait « démocratique », à la deuxième guerre mondiale et donc au repartage de la planète qui en est issu. D'autre part, en tant que gérants à part entière de l'Etat bourgeois de 1944 à 1947 avec leurs « camarades ministres », ils sont complices du maintien de l'oppression des peuples coloniaux et de la reconstitution de l'Empire français (Indochine comprise), tout comme ils sont complices de la répression de ces peuples dans les massacrés de Syrie, d'Algérie, de Madagascar tout de suite après la guerre. Aujourd'hui, ils vous appellent à « manifester » contre l'impérialisme américain, mais se gardent bien de vous appeler à agir contre l'exploitation à laquelle l'Etat français, sous le prétexte de la « coopération », continue de soumettre l'Afrique où les peuples francophones ne sont que des esclaves de l'impérialisme français, sans parler des colonies comme les Antilles, etc. Voilà leur « internationalisme », leur « anti-impérialisme », leur « coexistence pacifique » entre les Etats.

L'Etat russe, après avoir liquidé les conquêtes de la Révolution d'Octobre, et notamment l'Internationale Communiste, passant ainsi, avec les partis qui lui sont rattachés, dans le camp de la contre-révolution, est non seulement le complice mais l'une des pièces maîtresses de l'ordre impérialiste mondial. Après avoir participé, d'abord du côté de l'impérialisme allemand, de 1939 à 1941, puis du côté des impérialismes « démocratiques », à la seconde bouchérie impérialiste, après en avoir été un des grands profiteurs en soumettant à ses intérêts, dans le partage qui a suivi, une demi-douzaine d'Etats bourgeois d'Europe Orientale, il déploie aujourd'hui ouvertement son double rôle anti-prolétarien et impérialiste. L'intervention militaire en Tchécoslovaquie pour préserver non pas les « acquis » d'un « socialisme » qui n'y a jamais existé, mais des rapports de domination économique et politique, a mis à nu le caractère impérialiste de ce faux Etat « socialiste ». La lutte du prolétariat polonais et la répression qui l'a écrasée

dans le sang démasquent la nature bourgeoise de tous les Etats de ce soi-disant « bloc socialiste ». L'appui de l'Etat russe aux régimes de Ceylan, du Cameroun, de la Nigéria, montre qu'il est un des piliers de la conservation impérialiste contre les révoltes des peuples de couleur. Il prétend appuyer les masses vietnamiennes en leur fournissant des armes, mais il ne le fait que dans la mesure de ses intérêts nationaux et bourgeois. C'est lui qui en 1954 s'est porté garant des accords de Genève où l'Indochine a été partagée, et où les peuples indochinois, morcelés par un nouvel accord impérialiste alors qu'ils se trouvaient unis sous les armes des rebelles victorieux, ont été inévitablement condamnés à reprendre la lutte. « Anti-impérialiste », un des deux piliers de l'impérialisme mondial ? « Internationaliste » et « prolétarien », un Etat bourgeois oppresseur du prolétariat ? La « coexistence pacifique » qu'il défend n'est pas autre chose que la coexistence entre les principaux gangsters impérialistes qui pillent les masses du monde entier !

Ceci confirme une fois de plus que la conservation du capitalisme mondial est basée sur un double pilier : la domination sur le prolétariat des aires développées, et la domination coloniale et semi-coloniale des peuples de couleur dans les aires arriérées. On ne pourra tuer l'un sans tuer l'autre. Les impérialismes occidentaux (américain, anglais, français), tout comme l'impérialisme russe, sont les garants de cet ordre provisoire à double tranchant contre-révolutionnaire.

Quant à l'Etat chinois, adepte de la théorie de la coexistence pacifique (c'est-à-dire du maintien de l'ordre capitaliste mondial) et prétendu soutien de la révolte des peuples opprimés, il a déjà montré sa véritable nature bourgeoise et nationale quand il s'est fait le co-signataire des accords de Genève ; le soutien politique et militaire qu'il apporte aujourd'hui au régime pakistanais pour réprimer le peuple du Bengale montre qu'il a déjà pris sa place au rang des premiers violons de la conservation impérialiste qu'il défend en Asie.

Le sort tragique des peuples de couleur est le pendant du sort du prolétariat des métropoles impérialistes qui, paralysé par la trahison des faux partis communistes, a permis que la révolte des peuples de couleur soit, ou bien livrée tragiquement à elle-même, ou bien obéisse de se débattre dans les tenailles de l'ordre impérialiste remanié.

Ni les manifestations pacifistes, ni les collectes philanthropiques des « hommes de bonne volonté » n'aideront les peuples de couleur à s'émanciper de l'oppression impérialiste. Pour détruire pour toujours l'exploitation des petites nations par les grandes, il faut abattre le capitalisme, ses piliers et ses complices au cœur, c'est-à-dire dans les métropoles impérialistes. Pour y parvenir, il faut arracher la classe ouvrière à l'influence contre-révolutionnaire des partis opportunistes, et développer la lutte et la guerre de classe contre son propre capitalisme et son propre Etat bourgeois.

C'est en reconstituant son Parti Communiste mondial que le prolétariat pourra, dans les métropoles et dans les colonies, à la tête des masses exploitées du monde entier, unifier dans un véritable internationalisme le combat contre l'impérialisme. Alors, il pourra aider les peuples de couleur dans leurs luttes (celles d'aujourd'hui et celles qui devront naître et renaître demain) pour s'émanciper de l'oppression coloniale ; et, en les intégrant dans cette lutte internationale, il pourra hisser ces mouvements au-delà de leur cadre national, leur faire dépasser les objectifs étroitement bourgeois de leurs directions actuelles, et les aider à s'émanciper du capitalisme auquel ils sont condamnés en l'absence du prolétariat mondial en tant que force révolutionnaire avec son programme propre : LE COMMUNISME.

QUI EMPLOIE "DES METHODES FASCISTES"

(Suite de la 1^{re} page)

Mais il n'y a pas que les paroles. Nous lisons dans « Le Monde » du 4 mai : « Il y a deux ans les anciens de la 2^{me} D.B. » avaient projeté d'organiser une « visite du centre universitaire » Censier pour faire constater à « la population les dégâts causés » par les gauchistes. Le procédé « a fait école. Samedi 24 avril, les conseils municipaux communistes d'Ivry-sur-Seine et de Vitry-sur-Seine avaient organisé à l'intention des parents « d'élèves un "portes ouvertes" au lycée technique Jean Macé de Vitry dont les murs avaient été couverts de graffiti peu de temps avant les vacances de Pâques » (Ces graffiti, dit « Le Monde », avaient été effacés, mais des photos épinglées sur des panneaux les rappelaient). Et le reporter du « Monde », en entendant cette exclamation symptomatique d'un visiteur - « Et dire que c'est nous qui payons » - conclut : « La condamnation des "diviseurs de la classe ouvrière" par plusieurs visiteurs paraissait sans appel ».

Voilà le beau travail fasciste des amis de M. Marchais qui spéculent sur la sottise incurable du contribuable, toujours prêt à rugir devant les « dégradations » des potaches et à baver d'enthousiasme devant la « belle réalisation nationale » d'un Concorde qui coûte des centaines de millions. Voilà la crasse réactionnaire que ces messieurs savent exhumer pour appuyer l'ordre cher à M. Marchais ! Venez, bonnes gens, vous forger une bonne mentalité d'anti-casseurs. Venez nous préparer une belle démocratie renouée... sous le signe du père fouettard !

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1971

LISTE N° 4

Bob. 20; Barbieri. 10; Julio. 5. Ernest. 2; Sportif. 3; Anita. 10; Réunion publique Paris. 198,50; Paris. 82; Soutien Serge. 5; Scutien J.-P.. 15; Soutien Charles. 5; Aix. 1,50; Piccino. 50; J. P.. 0,60; François. 90; André. 70; S.. 100; G.. 5; R. et R.. 90; Jean. 10; Gérard. 35; 2e Gérard. 70; Souscription générale. 2.100.
Total liste n° 4... 3.007,60 F
Total précédent... 9.262,50 F
Total général... 12.270,50 F